

DÉGRADATION DU SITE DE LA PÊCHERIE D'ALGER

Les restaurateurs interpellent les autorités locales

Outrés, les restaurateurs du quartier de la Pêcherie d'Alger ne savent plus quoi faire devant l'état de dégradation dans lequel se trouve la pêcherie d'Alger.

Propriétaires ou locataires, ils en appellent aux pouvoirs publics et aux autorités locales pour mettre fin à la détérioration d'un site historique. Censé être un lieu convivial et touristique, la rampe de la Pêcherie ayant

longtemps été un endroit où se retrouvaient hommes d'affaires et familles, est devenu, faute d'entretien et de surveillance, un lieu de rencontres pour les drogués, ivrognes et autres personnes de mœurs légères qui, la nuit

tombée, mais aussi durant la journée, s'y adonnent à leurs besognes. Une situation qui fait fuir les clients au grand dam des quelques commerçants. Dans une lettre, les restaurateurs de la rampe de la Pêcherie interpellent le wali délégué de Bab-El-Oued, le commissaire du 3^e arrondissement ainsi que le président de l'APC de La Casbah pour rétablir la sécurité dans ce

lieu, qui plus est, se situe à proximité d'un lieu de culte hautement historique qu'est Djamaâ el Djedid. Une requête restée lettre morte. Au lieu de dépenser des milliards dans d'hypothétiques projets touristiques, les pouvoirs publics gagneraient à préserver ce qui reste des lieux historiques de la capitale dont le quartier de la Pêcherie.

Lotfi M.

SOCIÉTÉ DE GESTION DES PARTICIPATIONS EST-SUD-EST

Carences incroyables et gaspillage ruineux à Annaba

Volumineux est le dossier de la Société de gestion des participations est-sud-est sous l'ancien collège et sur lequel doit statuer incessamment les magistrats près le tribunal de Annaba.

Ce trust qui comptabilise plus d'une centaine d'entreprises les unes aussi importantes que les autres en activité dans 17 régions de l'est, du sud-est du pays semble avoir fait l'objet d'une coupe en règle de son patrimoine mobilier, immobilier et financier. A l'origine, une enquête de routine diligentée par les services de la police judiciaire de la wilaya de Annaba. La perspicacité des enquêteurs, dont le traitement des documents saisis à la suite d'une perquisition effectuée au domicile du premier responsable de la SGP sur ordre du procureur de la République, allait être récompensée. L'enquête était intervenue à la suite de nombreuses dénonciations de cadres et travailleurs de différentes unités régionales. Ces dernières faisaient état de carences incroyables : gaspillage ruineux, irrégulari-

tés inquiétantes et innombrables dysfonctionnements dans la gestion des entreprises sous la coupe de cette SGP. Une bonne pincée de milliards propice à tous les laxismes dans les dépenses engagées est établie par les éléments de la brigade économique et financière dès la première lecture des documents comptables. Mais ce n'est pas grand-chose au regard de l'emploi des mêmes enquêteurs lorsqu'ils se penchent sur la direction de la SGP.

Dérégulée par une répartition imprécise des compétences et des prérogatives, affaiblie par l'autoritarisme, cette institution économique n'avait pas su préserver l'unité et la cohérence et encore moins assurer le bon fonctionnement des entreprises sous sa coupe, disséminées en différentes régions de l'est et du sud-est du pays.

Ce fonctionnement n'en est pas moins somptuaire au regard des dépenses engagées par la direction générale de la SGP. Cette dernière s'était même permise d'organiser un grand banquet pour fêter, dans un hôtel cinq étoiles, les résultats «positifs» enregistrés par ses entreprises. Les enquêteurs sont arrivés à déterminer que ces résultats ont été établis sur la base de

chiffres d'affaires surévalués. L'affaire allait se corser avec les révélations faites par une jeune femme de ménage. Accusée d'avoir ouvert le coffre-fort (ouverture codée) pour dérober argent, bijoux et documents de voyage de son responsable hiérarchique, elle n'avait pas cessé de clamer son innocence. Vainement, en ce sens que son accusateur jouissait à l'époque de l'ancienne direction de Sôreté de solides appuis. «Dans les locaux de la Sôreté de wilaya où quotidiennement j'étais convoquée, j'ai subi des sévices corporels en présence de mon P-DG qui m'ordonnait d'avouer des faits que je n'ai jamais commis. Ils ont réussi à constituer une véritable cabale pour me faire condamner», dira-t-elle lorsque nous l'avons contactée. Les révélations et les détails précis qu'elle a fournis sur la gestion de la SGP et le droit de cuissage qui y est appliqué ont éclairé les enquêteurs sur de nombreuses zones d'ombre de ce dossier économique. Selon des indiscretions, plusieurs hauts responsables de différentes institutions de l'Etat, dont un ancien fonctionnaire de police, pourraient être inquiétés par la justice.

A. Djabali

DIRECTION DU COMMERCE DE MASCARA

Licenciement abusif

Il était chef de bureau à la direction du commerce de la wilaya de Mascara jusqu'au 20 mai 2007, celui qui cumule 20 ans de service et se trouve être père de six enfants en a été licencié depuis au motif d'erreur professionnelle grave.

Considérant ce licenciement abusif, il portera l'affaire devant la chambre administrative près le tribunal de Mascara qui statuera en sa faveur le 3 mars 2007 en demandant sa réintégration

à son porte d'origine et l'octroi d'une indemnité de dédommagement.

L'intéressé déclare avoir fait remettre cette décision de justice par voie d'huissier à la direction mais c'est le silence radio. Il ne voit rien venir et en tout il percevra, durant le mois d'octobre 2007, 100 000 DA à titre de dommages.

Du côté de l'administration, l'on s'oppose toujours à sa réintégration et il aura, selon lui, frappé à toutes les portes pour faire exécuter cette décision de justice. Ainsi, le procureur général

près la cour de Mascara en a été saisi, nous fait savoir notre interlocuteur qui ne perd malgré tout pas espoir de se voir rétablir dans ses droits. Pour conclure, il nous apprend que le Conseil d'Etat a rejeté en la forme l'appel introduit par la direc-

tion du commerce et ce, en date du 12 décembre 2007 sous le numéro 40843.

En attendant, notre chef de bureau ne sait plus à quel saint se vouer face à une situation qui n'a que trop duré.

M. Meddeber

CONSEIL EXÉCUTIF DE WILAYA

Lancement de nombreux projets

Le dernier conseil exécutif, présidé par le wali de Mascara, a été consacré à la concrétisation des nouvelles perspectives qui s'offrent à la wilaya en termes de nouveaux programmes inhérents au développement.

C'est ainsi que seront passés en revue les projets de réalisation des structures d'accompagnement importantes telles que la nouvelle Maison de la culture, celles de l'artisanat et de l'environnement à l'instar du centre médico-pédagogique au profit des enfants handicapés moteur. Toutes les dispositions relatives au choix des terrains et aux dotations financières ont été prises.

D'autre part, les études seront lancées pour la réalisation d'opérations dont a bénéficié la wilaya dans le cadre du programme 2008 particulièrement celles qui concernent la dotation en nouvelles structures administratives au profit de certaines daira ou celles qui viendront renforcer les acquisitions du secteur de la jeunesse et des sports et autres tels la justice, la Protection civile et les domaines publics.

Il est souligné que la priorité sera donnée à la livraison des projets en cours de réalisation d'infrastructures dans le secteur de l'éducation afin que la prochaine rentrée scolaire s'effectue dans les meilleures conditions.

M. M.

BOUIRA

Les commerçants de Oued Dhoulsollicitent le wali

Plusieurs commerçants de la zone d'activité, située à Oued Dhoulsol, ont interpellé récemment le wali afin d'intervenir pour le règlement de leur situation chaotique qui dure depuis une vingtaine d'années. En effet, selon ces commerçants, ils sont une trentaine à avoir acheté des lots dans cette zone à caractère commercial. Depuis les années 1980, tous ceux qui avaient construit dans cette zone située au sud-est de la ville de Bouira font face à beaucoup de problèmes. A commencer par l'insécurité qui y règne tant cette zone est située en retrait de la ville, ensuite le manque de commodités comme l'AEF, le gaz de ville, les routes en mauvais état et même l'assainissement qui a été fait d'une manière bâclée. Ces commerçants qui ont vécu pendant une vingtaine d'années dans la gadoue quasi quotidienne surtout avec le marché à bestiaux qui y existait, ont applaudi au transfert de ce dernier vers une autre destination mais leur joie s'est vite évaporée puisque l'APC continue à leur tourner le dos. Aussi, pour mettre fin au phénomène du vol et pouvoir créer une certaine dynamique de vie dans ce coin reculé, les propriétaires de ces lots sollicitent le wali afin d'intervenir d'abord auprès de l'APC pour prendre en charge l'aménagement de ce quartier et lui assurer toutes les commodités nécessaires, ensuite auprès de l'agence foncière afin de revoir le cahier des charges et leur permettre de construire des R+1 et des R+2.

Le village Talla Hlou d'El-Mokrani agonise

C'est un cri de détresse que viennent de lancer les villageois de Talla Hlou situé dans la commune d'El-Mokrani à 60 km au nord-ouest de Bouira. En effet, dans une requête adressée au wali et signée par 49 pères de famille, il est fait état de l'abandon total de ce village, centre de regroupement créé par la France coloniale pendant la guerre de Libération. Ainsi, les villageois parlent du manque d'eau potable en rappelant que le château d'eau construit pendant les années 1980 n'a jamais fonctionné et que celui reconstruit dans les années 2000 et qui a coûté 1 milliard de centimes ne dispose toujours pas de conduite d'alimentation et que les villageois continuent à se ravitailler avec les moyens du bord comme les bêtes de somme et des brouettes.

En outre, les routes qui relient le village au chef-lieu de commune sont totalement dégradées devenant impraticables en temps de pluie, alors que pour les autres infrastructures, elles sont inexistantes comme le dispensaire, l'antenne de la poste qui a été incendiée par les terroristes en 1996 et jamais rétablie et enfin, l'éclairage public inexistant rendant la circulation à l'intérieur du village très dangereuse. Pour toutes ces raisons, les habitants de ce village reculé de la wilaya sollicitent le wali afin qu'il donne des instructions pour que les autorités locales s'occupent de leurs problèmes.

Les enseignants du technicum de Aïn-Bessem montent au créneau

Plus d'un mois après les deux incidents qui se sont produits dans l'enceinte de leur établissement, à savoir l'agression verbale d'une enseignante par un adjoint d'éducation ensuite l'agression physique d'un enseignant par un groupe d'élèves, les enseignants du lycée Barbar-Abdellah de Aïn Bessem avaient, rappelés-le, interpellé le directeur de l'éducation afin de dépêcher une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur ces deux fâcheux événements. Chose faite puisque le 6 février dernier et selon les enseignants de ce lycée, une commission d'enquête s'est déplacée sur les lieux et a entendu pendant près de six heures presque tous les protagonistes. Ce jour-là, les enseignants étaient très confiants quant à la suite des événements puisque, selon eux, il n'y avait aucun doute, des sanctions allaient incessamment tomber sur la tête des fautifs. Or, près d'un mois après cette enquête, la direction de l'éducation ne semble pas pressée de prendre les décisions nécessaires.

Et pourtant, celle-ci sait que les enseignants travaillent dans ce climat délétère et que cela se répercuterait directement sur leur rendement et sur l'élève. Des enseignants qui continuent à subir quotidiennement les regards railleurs des fautifs avec tout ce que cela sous-tend comme déconcentration dans le travail. Aussi, les enseignants affiliés au Cnapest au nombre de 47 sur la cinquantaine que compte ce lycée, lors d'une assemblée générale tenue ce samedi à 10h avec 38 présents, ont-ils décidé de déposer un préavis de grève illimitée à partir de dimanche prochain si rien n'est fait pour faire partir l'adjoint d'éducation, objet de la réclamation et passer en conseil de discipline le groupe d'élèves auteur de l'agression contre l'enseignant.

Une pharmacie du centre-ville cambriolée

Dans la nuit de samedi à dimanche, la pharmacie étatique située près du square, au centre-ville de Bouira, a fait l'objet d'un cambriolage. D'après les premiers éléments en notre possession, les voleurs se sont introduits en défonçant la porte principale.

A l'intérieur, ils se sont emparés d'une somme d'argent qui se trouvait dans la caisse, ainsi que d'une importante quantité de médicaments, principalement des psychotropes, qui s'écoulent facilement dans le milieu des drogués. Pour rappel, cette même pharmacie a fait l'objet d'un cambriolage au mois d'avril dernier.

Là aussi, les voleurs s'étaient emparés de quantités importantes de psychotropes. En attendant d'établir avec exactitude les quantités dérobées, une enquête est ouverte par la police pour déterminer les circonstances exactes de ce vol et essayer d'identifier les auteurs.

Y. Y.

Réhabilitation du réseau routier

La réhabilitation du réseau routier de la wilaya de Mascara a été annoncée et c'est une enveloppe de 100 milliards de centimes qui lui a été consacrée. L'opération concerne exclusivement les chemins communaux et de wilaya à raison respectivement de 50 et 40 km de tronçon localisés dans des communes rurales. L'on accorde beaucoup d'intérêt à cette opération d'envergure qui se traduira par la suppression de points noirs et mettra fin à l'isolement dont souffrent certaines contrées.

Ces préoccupations ont été soulevées lors des visites de travail effectuées par le wali de Mascara. Ce dernier a exhorté, justement, l'ensemble des opérateurs que sont la Direction des travaux publics et les entreprises chargées de la réalisation des travaux à une mobilisation de tous les moyens pour une exécution dans les meilleurs délais.

M. M.